

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



REVUE DE PRESSE

Les Quotidiens

Cellule Communication

Mardi 03 Mars 2026



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn



PRESSE EN LIGNE

SENEWEB. Dette publique : A quel seuil la contrainte devient-elle systémique ?

La dette n'est pas en soi un problème économique. Elle constitue un instrument classique de financement des infrastructures, des politiques sociales et des investissements structurants. Pour un pays en développement, l'endettement peut même accélérer la transformation économique lorsqu'il finance des projets à fort rendement. L'enjeu n'est donc pas le volume nominal de la dette, mais sa soutenabilité. Les institutions financières internationales évaluent cette soutenabilité à partir de plusieurs indicateurs. Le ratio dette sur produit intérieur brut donne une première mesure de la charge globale par rapport à la taille de l'économie. Mais il ne suffit pas. Un pays à forte croissance peut supporter un niveau d'endettement plus élevé qu'une économie stagnante. L'analyse porte également sur le ratio dette sur recettes publiques et, surtout, sur le poids du service de la dette dans le budget.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/dette-publique-a-quel-seuil-la-contrainte-devient-elle-systemique_n_485286.html

SENEWEB. Substitution aux importations : opportunité encadrée ou dérive inflationniste

L'idée séduit régulièrement les décideurs publics. Produire sur le territoire national ce qui est massivement importé permettrait de réduire le déficit commercial, de préserver les réserves de change et de créer des emplois. Dans un pays comme le Sénégal, où les importations de produits alimentaires transformés, de matériaux de construction, de biens manufacturés ou d'équipements industriels représentent une part importante des achats extérieurs, la tentation est forte d'encourager une production locale de substitution. Sur le plan macroéconomique, la logique est compréhensible. Le déficit commercial structurel fragilise la balance des paiements et accroît la dépendance vis à vis des financements extérieurs. Remplacer une partie des importations par une production nationale peut alléger la facture en devises et soutenir l'activité intérieure. Plusieurs secteurs sont souvent cités comme prioritaires, transformation agroalimentaire, produits halieutiques, matériaux de construction, biens de consommation courante.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/substitution-aux-importations-opportunit-encadree-ou-derive-inflationniste_n_485276.html

LE SOLEIL. À qui profite la guerre en Iran ? (Par Malick CISS)

L'argent est le nerf de la guerre, dit l'adage, mais la guerre fait aussi gagner ou perdre de l'argent. Le conflit armé qui se joue actuellement entre l'Iran d'une part et les États-Unis et Israël d'autre part a comme effet immédiat un début de flambée des prix du pétrole et du gaz, faisant planer le spectre d'un nouveau choc pétrolier aux conséquences désastreuses pour l'économie mondiale. Après la fermeture par l'Iran du détroit d'Ormuz où transitent 20 % du trafic pétrolier mondial, la prise pour cibles



d'infrastructures énergétiques des pays arabes oblige certaines entreprises à arrêter leur production pour des raisons de sécurité, risquant de perturber davantage l'approvisionnement du marché. Même si l'Opep+ saute sur l'occasion, annonçant une augmentation de son quota de production de 206.000 barils par jour pour le mois d'avril. Le trafic aérien dans toute la région est à l'arrêt, et le transport maritime mondial en train d'être perturbé. Pays très résilient face aux sanctions économiques américaines, l'Iran, qui assure 4,5 % de l'offre mondiale de pétrole et tire l'essentiel de ses revenus des hydrocarbures, joue sa survie dans cette guerre et n'aura donc plus rien à perdre en paralysant un secteur aussi névralgique.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/a-qui-profite-la-guerre-en-iran-par-malick-ciss/>

SENEWEB. Gaz Sénégal-mauritanien : L'annonce de Kosmos Energy sur une requête chère à Sonko

Le Premier ministre, Ousmane Sonko, s'est plusieurs fois offusqué de la situation. En effet, les compagnies pétrolières qui exploitent le gisement sénégal-mauritanien de Grand Tortue Ahmeyim (GTA), n'approvisionnent, jusqu'ici, pas le pays en Gaz naturel. Mais, cette situation devrait bientôt changer. Kosmos Energy, l'opérateur du champ gazier, s'est exprimé sur la question. Un accord de principe. «La production de la phase 1 étant désormais pleinement opérationnelle, le partenariat se concentre sur la croissance future de la production via la phase 1+, qui exploite pleinement l'infrastructure existante pour la vente sur les marchés domestiques du Sénégal et de la Mauritanie», a indiqué Kosmos Energy. Dans son rapport 2025 qu'il vient de rendre public, la compagnie texane annonce qu'«un accord de principe pour les ventes de gaz domestique est attendu en 2026». Kosmos renseigne que le Sénégal devrait même entamer, au prochain trimestre de cette année, «la construction du réseau de gazoducs qui acheminera le gaz du terminal central jusqu'à la côte pour la vente sur le marché intérieur».

https://www.seneweb.com/fr/news/5/gaz-senegal-mauritanien-lannonce-de-kosmos-energy-sur-une-requete-cher-a-sonko_n_485173.html

AGENCE ECOFIN. FinTech, innovation, cybersécurité : le Luxembourg propose son expertise au Sénégal

Le gouvernement sénégalais mise sur le numérique comme accélérateur de croissance et d'emploi à l'horizon 2030. Une ambition qui passe par le renforcement des partenariats internationaux, considérés comme un vecteur essentiel pour capter investissements et expertises. Le ministre de la Communication, des Télécommunications et du Numérique, Alioune Sall (photo, au centre), a reçu en audience l'ambassadrice du Luxembourg, Laure Huberty, le dimanche 1^{er} mars. Elle était accompagnée du représentant résident de LuxDev, l'agence de développement luxembourgeoise. Au menu des échanges : la structuration de l'écosystème FinTech, la montée en compétences des jeunes et l'ambition de consolider un numérique à la fois inclusif, souverain et créateur de valeur. Au-delà du protocole diplomatique, cet entretien s'inscrit dans un contexte où le Sénégal cherche à accélérer sa transformation numérique et à renforcer la compétitivité de son économie. L'objectif est également de répondre à une demande sociale forte : élargir l'accès aux services financiers, créer des emplois qualifiés et renforcer la sécurité des infrastructures numériques.

<https://www.agenceecofin.com/actualites-numerique/0303-136301-fintech-innovation-cybersecurite-le-luxembourg-propose-son-expertise-au-senegal>



SENEWEB. Le paradoxe du PIB : Quand les chiffres montent, mais que le quotidien stagne

La publication d'un taux de croissance élevé suscite souvent l'optimisme. Un produit intérieur brut (PIB) en hausse donne le sentiment d'une économie dynamique et d'une richesse nationale en expansion. Pourtant, cette progression agrégée peut masquer des réalités sociales contrastées. Une économie peut croître rapidement sans que la majorité de la population ne ressente une amélioration tangible de ses conditions de vie. Le PIB mesure la valeur totale des biens et services produits sur un territoire. Il ne renseigne ni sur la répartition des revenus, ni sur la qualité des emplois créés, ni sur l'accès aux services essentiels. Lorsque la croissance est portée par des secteurs capitalistiques, comme les hydrocarbures, les mines ou certaines grandes infrastructures, la valeur ajoutée augmente sans générer un volume proportionnel d'emplois. Dans plusieurs économies africaines, la croissance des dernières années a été soutenue par des investissements dans l'énergie ou les ressources extractives. Ces secteurs mobilisent d'importants capitaux, mais emploient relativement peu de travailleurs comparativement à l'agriculture ou aux services.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/le-paradoxe-du-pib-quand-les-chiffres-montent-mais-que-le-quotidien-stagne_n_485031.html

LE QUOTIDIEN. Ansd – Activité économique des entreprises : Le chiffre d'affaires à la hausse de 4, 9%

Le chiffre d'affaires des entreprises s'est accru de 4, 9%, passant de 20 901, 5 milliards de francs Cfa en 2023 à 21 927, 4 milliards de francs Cfa en 2024, selon la dernière édition de la Situation économique et sociale nationale de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (Ansd). L'activité économique des entreprises a maintenu sa dynamique positive après le ralentissement lié à la crise sanitaire du Covid-19 survenue entre 2019 et 2020. En effet, «le chiffre d'affaires des entreprises s'est accru de 4, 9%, passant de 20 901, 5 milliards de francs Cfa en 2023 à 21 927, 4 milliards de francs Cfa en 2024», selon l'Agence nationale de la statistique et de la démographie. A travers sa dernière édition de la Situation économique et sociale nationale, l'Ansd explique que «cette situation est tributaire de la hausse simultanée notée dans tous les macrosecteurs notamment, les services qui ont cru de 8, 3%, le commerce, 6, 2%, les Btp, 2, 5% et l'industrie, 1, 6%».

<https://lequotidien.sn/ansd-activite-economique-des-entreprises-le-chiffre-daffaires-a-la-hausse-de-4-9/>

APA NEWS. ONU : Macky Sall officiellement candidat au poste de SG

L'ancien président sénégalais est entré dans la course à la succession d'António Guterres. Sa candidature, portée par le Burundi au nom de l'Union africaine, a été formellement enregistrée à New York, selon des sources concordantes. L'ancien président sénégalais Macky Sall (2012-2024) est officiellement candidat au poste de Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU), rapportent plusieurs médias internationaux et africains. Selon l'agence britannique Reuters, sa candidature a été formellement notifiée le 2 mars par le Burundi, conformément aux règles qui exigent qu'un État membre propose officiellement un candidat. La même source précise que cette étape marque l'ouverture du processus de consultations en vue de



la succession de l'actuel Secrétaire général, António Guterres, dont le mandat s'achève le 31 décembre 2026.

<https://fr.apanews.net/diplomacy/onu-macky-sall-officiellement-candidat-au-poste-de-sg/>



ACTUALITÉS INTERNATIONALES

RFI. Guerre au Moyen-Orient: quelles conséquences économiques pour le Sénégal?

La guerre au Moyen-Orient et la fermeture du détroit d'Ormuz par l'Iran, par lequel transite une grande partie des productions mondiales de pétrole et de gaz, entraînent une hausse significative des prix du pétrole sur les marchés internationaux. Quelles sont les conséquences économiques pour un pays comme le Sénégal ? Souvent perçue comme potentiellement favorable aux pays producteurs, cette augmentation du prix du pétrole va en réalité impacter négativement le budget du Sénégal. Sur le papier, l'augmentation du prix du baril à près de 80 dollars va permettre une hausse des recettes pour le Sénégal sur l'exploitation des hydrocarbures. À la place des 76 milliards de Francs CFA prévus par la loi de finances, l'État sénégalais devrait finalement encaisser un peu plus de 100 milliards de Francs CFA, soit un gain de 24 milliards, grâce à cette hausse du prix du pétrole.

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20260303-guerre-au-moyen-orient-quelles-cons%C3%A9quences-%C3%A9conomiques-pour-le-s%C3%A9n%C3%A9gal>

RFI. La candidature de Macky Sall pour le poste de Secrétaire général de l'ONU proposée par le Burundi

Le Burundi a présenté lundi 2 mars la candidature de Macky Sall pour succéder à Antonio Guterres à la tête de l'ONU. Un nouveau Secrétaire général des Nations Unies doit être désigné le 1er janvier prochain. L'ancien président sénégalais rejoint les deux autres pour l'instant nommé : l'ancienne présidente chilienne Michelle Bachelet et le directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'Argentin Rafael Grossi. L'ancienne présidente chilienne Michelle Bachelet et le directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'Argentin Rafael Grossi sont tous deux originaires d'Amérique latine, la région qui réclame d'obtenir le poste de Secrétaire général des Nations Unies cette fois-ci. De nombreux États plaident également pour qu'une femme soit nommée pour la première fois. Or Macky Sall ne remplit aucun des deux critères. Ses partisans estiment que dans le climat géopolitique actuel, il a toutes ses chances.

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20260303-la-candidature-de-macky-sall-pour-le-poste-de-secr%C3%A9taire-g%C3%A9n%C3%A9ral-de-l-onu-propos%C3%A9e-par-le-burundi>



RFI. À la Une : la guerre en Iran, une opportunité pour le pétrole africain

Avec la guerre en Iran, les producteurs d'or noir du continent sont sur le devant de la scène... C'est du moins ce que constate Afrik.com. « Si l'escalade guerrière actuelle menace l'équilibre énergétique mondial, elle représente paradoxalement une opportunité majeure pour les pays africains producteurs de pétrole : Nigéria, Algérie, Libye, Angola, Congo, Gabon, Guinée équatoriale notamment. Le continent, qui produit collectivement plus de 8 millions de barils par jour, est en position de tirer un bénéfice considérable de cette redistribution forcée des flux énergétiques planétaires. » Et Afrik.com de rappeler que « le continent africain compte sept des treize membres de l'OPEP et dispose de réserves prouvées de 125 milliards de barils, soit 7,5 % du total mondial.

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/revue-de-presse-afrique/20260303-%C3%A0-la-une-la-guerre-en-iran-une-opportunit%C3%A9-pour-le-p%C3%A9trole-africain>

RFI. Guerre au Moyen-Orient: pourquoi le gaz est devenu le nouveau point de tension économique mondial

La guerre au Moyen-Orient ne provoque pas seulement des frappes militaires et des tensions diplomatiques. Elle déclenche aussi un choc énergétique majeur. Si le pétrole reste sous surveillance, c'est surtout le gaz qui inquiète aujourd'hui les investisseurs. Hausse spectaculaire des prix, risques de perturbations d'approvisionnement, menace sur l'inflation : les marchés financiers redoutent un effet domino sur toute l'économie. Au-delà des affrontements militaires, ce conflit touche un point névralgique de l'économie mondiale: l'énergie. Si le pétrole capte naturellement l'attention, le gaz est devenu un enjeu tout aussi stratégique. Depuis la guerre en Ukraine, l'Europe a profondément modifié ses circuits d'approvisionnement afin de réduire sa dépendance au gaz russe. Une part importante des flux provient désormais du Moyen-Orient et des pays du Golfe. Or, dans ce contexte de guerre régionale, la production de gaz est freinée et son transport ralenti.

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/aujourd-hui-l-%C3%A9conomie/20260303-guerre-au-moyen-orient-pourquoi-le-gaz-est-devenu-le-nouveau-point-de-tension-%C3%A9conomie-mondial>

COURRIER INTERNATIONAL. Moyen-Orient. Les conséquences de la guerre en Iran sur l'économie mondiale en quatre questions

L'évolution des cours du pétrole dépendra de l'éventuel blocage du détroit d'Ormuz, par lequel transitent 20 % du brut vendu dans le monde. Le "Financial Times" examine différents scénarios, sans sombrer dans le catastrophisme. Depuis un an, Donald Trump a déclaré une guerre commerciale, sapé les institutions américaines dont la Réserve fédérale et menacé des alliés de mettre la main sur le Groenland, mais la croissance mondiale s'est montrée résistante. L'inflation poursuit sa décrue et les marchés des actions, en Europe et ailleurs, ont encore battu des records, malgré quelques chocs. Aujourd'hui, alors que l'offensive des États-Unis et d'Israël contre l'Iran se transforme en un conflit régional plus large et risque de mettre sens dessus dessous les approvisionnements, c'est l'évolution des marchés pétroliers qui va déterminer celle de l'économie mondiale.

<https://www.courrierinternational.com/article/moyen-orient-les-consequences-de-la-guerre-en-iran-sur-l-economie-mondiale-en-quatre-questions> 241196



JEUNE AFRIQUE. Guerre en Iran : quel impact sur la bataille d'influence en Afrique entre l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis

De leurs rivalités au Soudan à la bataille des ports en mer Rouge, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont fait de l'Afrique l'un des théâtres de leur guerre d'influence. Les frappes des États-Unis et d'Israël sur l'Iran vont-elles changer la donne ? S'il est encore difficile d'en mesurer l'ampleur, il ne fait aucun doute que les conséquences de la guerre déclenchée au Moyen-Orient par les frappes aériennes menées par les États-Unis et Israël sur l'Iran, depuis samedi 28 février, seront lourdes, tant sur le plan économique que sécuritaire et diplomatique. De l'impact de la flambée des cours du pétrole sur les économies africaines, aux

<https://www.jeuneafrique.com/1769166/politique/guerre-en-iran-quel-impact-sur-la-guerre-dinfluence-en-afrique-entre-larabie-saoudite-et-les-emirats-arabes-unis/>

LE MONDE. Pétrole : l'arrêt du trafic dans le détroit d'Ormuz fragilise l'Asie

Les économies asiatiques sont fortement dépendantes des approvisionnements du Moyen-Orient, notamment la Chine, à hauteur de 57 % de ses besoins. Entre le golfe Arabo-Persique, à l'ouest, et les eaux océaniques ouvertes, à l'est, entre l'Iran, au nord, et un morceau de territoire appartenant à Oman, au sud, le détroit d'Ormuz n'est large que d'une trentaine de kilomètres en son point le plus étroit. A certains endroits, ses voies navigables s'étendent sur seulement 3 kilomètres dans chaque sens de circulation. Pourtant l'Asie, qui compte plus de la moitié de la population de la planète et représente presque un tiers de l'économie mondiale, constate aujourd'hui à quel point elle est exposée à ce point de passage stratégique pris en otage par la guerre opposant les États-Unis et Israël à l'Iran.

https://www.lemonde.fr/economie/article/2026/03/03/petrole-l-asie-fragilisee-par-l-arret-du-traffic-dans-le-detroit-d-ormuz_6669335_3234.html

LE MONDE. Métaux critiques : les propositions de Bercy pour réduire la dépendance à l'égard de la Chine

Une note de la direction générale du Trésor détaille les modalités d'une alliance de pays cherchant à sécuriser leurs approvisionnements. Un projet de « club de confiance » entre pays qui veulent sécuriser leurs approvisionnements en métaux critiques, indispensables à la transition énergétique, et réduire leur dépendance à la Chine prend forme, selon une note de la direction générale du Trésor, consultée par Le Monde. « Ce sujet est même le seul qui intéresse vraiment les États-Unis pour le prochain G7 », commente une source à Bercy, alors que la France assure la présidence de la prochaine réunion du G7, en juin. L'objectif n'est pas tant de sécuriser l'approvisionnement en matières premières que d'augmenter leur capacité de les raffiner et de les transformer.

https://www.lemonde.fr/economie/article/2026/03/02/metaux-critiques-les-propositions-de-bercy-pour-reduire-la-dependance-a-l-egard-de-la-chine_6669280_3234.html

LE MONDE. Au Japon, le secteur touristique subit le boycott des visiteurs chinois



Les tensions entre Tokyo et Pékin ont fortement fait baisser le nombre de touristes chinois au Japon. L'impact sur l'activité touristique est réel, mais en partie compensé par la hausse du nombre de visiteurs venant d'autres pays, profitant de la faiblesse du yen. Dans l'astrologie chinoise, l'année du cheval de feu est synonyme de dynamisme. Pour le tourisme japonais, elle commence sous le signe de la morosité. Affecté par les tensions entre Tokyo et Pékin, le nombre de visiteurs chinois, jusque-là premier contingent des touristes dans l'Archipel (9 millions d'entre eux ont visité le pays en 2025), s'effondre. Le site de réservation Tripla a constaté 53,6 % d'annulation des réservations de clients chinois dans les hôtels du Japon pendant les vacances du Nouvel An lunaire, à la mi-février. Le site britannique spécialisé dans le secteur aérien Cirium signalait, pour la même période, une diminution de 31 % des vols entre le Japon et la Chine, par rapport à 2025.

https://www.lemonde.fr/economie/article/2026/03/03/au-japon-le-secteur-touristique-subit-le-boycott-des-visiteurs-chinois_6669372_3234.html

LE MONDE. Italie : loin du « miracle », une croissance atone et déclinante

Le PIB a progressé de 0,5 % en 2025, bien en dessous de la moyenne de la zone euro, illustrant un peu plus les faiblesses structurelles du pays. Stagnation et incertitude. Sur le plan économique, l'Italie de la présidente du conseil de droite radicale, Giorgia Meloni, ne parvient pas à sortir de ce qui ressemble de plus en plus à une impasse. Derrière une stabilité gouvernementale remarquable, malgré un climat politique toujours plus tendu, Rome doit se contenter d'une croissance atone. Lundi 2 mars, l'Institut national de statistique italien (Istat) a ainsi revu à la baisse l'estimation préliminaire de 0,7 % de croissance en 2025, publiée en janvier, pour une estimation finale de 0,5 %.

https://www.lemonde.fr/economie/article/2026/03/03/italie-loin-du-miracle-une-croissance-atone-et-declinante_6669343_3234.html

